



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG

Comptabilité Centrale et Budgétisation



M B30775
30/04/2003 L030018856.01
CASH 1122 Tarif : 818

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg R.C. B 30775
le 28 avril 2003, *Sous la référence LSO AD 05665* ~~Volume~~ ~~Fol.~~ ~~Casse~~, ont été déposés au Registre

de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 30 avril 2003.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial
des Sociétés et Associations.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT
LUXEMBOURG

Jules BLOM

Chef de division

Registre de Commerce et des Sociétés

B30775

No : L030018856.2

Déposé le : 30/04/2003

Doris ENGEL

Sous-directeur

Code SCL : 000

Non repris

N/A



17-02-2011

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Réf.: B.03/748-PWA/CWA

Luxembourg, le 25 mars 2003

A la Direction de la
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
L-2954 LUXEMBOURG

BCEE TRI 3 0455
26 MAR 07:43



B30775

30/04/2003 L030018856.02
CASH 1122 Tarif : 818

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à vos envois récents par lesquels vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 2002 de votre établissement destinés à la publication.

Par la présente, nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de vos comptes annuels au 31.12.2002 dans la forme proposée.

Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques.

Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au greffe du tribunal dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au greffe de ces comptes.

Nous vous signalons encore que, conformément à l'article 52 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, vous ne pouvez faire état à des fins commerciales de la soumission de votre établissement à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

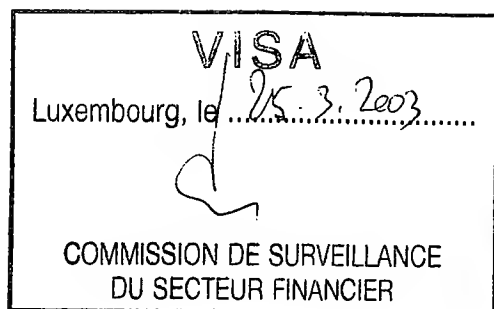
Veuillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Patrick WAGNER
Conseiller de direction

Arthur PHILIPPE
Directeur

06 MARS 2003



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes annuels 2002

17-02-201



RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

Développement satisfaisant des activités de la Banque

Tout comme lors des années précédentes, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (BCEE) a connu une progression de ses activités en 2002.

La BCEE a réussi à afficher un total de bilan en légère croissance (de +1,0%) dans un contexte général de ralentissement des activités du secteur bancaire (la somme de bilan de la place financière de Luxembourg a été en régression de quelque 8%). Cette performance s'appuie avant tout sur une évolution favorable des dépôts des personnes physiques.

Ainsi, les dépôts d'épargne montrent une progression très sensible de 240,3 millions d'euros ou de 7,4% par rapport à l'exercice 2001. Cette croissance s'explique par un retour de la clientèle à des produits de placement moins sensibles aux aléas des marchés financiers.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire et les opérations de crédit-bail ont marqué une augmentation de 112,3 millions d'euros ou de 1,4% en évoluant de 7.770,9 millions d'euros au 31 décembre 2001 à 7.883,2 millions d'euros au 31 décembre 2002.

En ce qui concerne l'évolution des activités au hors-bilan, il convient de noter que malgré la conjoncture boursière défavorable, le total des avoirs détenus pour compte de tiers n'a diminué que de 8,7% (-6.769,3 millions d'euros).

Poursuite d'une activité soutenue dans le domaine des prêts et crédits à l'économie nationale

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé de 195,6 millions d'euros ou de 6,4% pour atteindre 3.260,1 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Tout au long de l'exercice 2002, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. Les encours de financement au taux social (taux de 3,85% en 2002) se sont élevés à 758,1 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Faisant suite à la décision du 5 décembre 2002 de la Banque centrale européenne de réduire ses taux directeurs, la Banque a baissé de 0,5% ses taux d'intérêts de base avec effet au 1^{er} janvier 2003.

A noter encore que la BCEE vient de fêter le dixième anniversaire de sa coopération avec BHW dans le cadre des activités d'épargne-logement, qui consistent à proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.



Dans un souci de transparence et de qualité, la BCEE a été parmi les premières banques à Luxembourg à se conformer au Code de conduite européen en matière de prêts au logement.

Malgré un climat d'investissement plus difficile, la Banque a réussi à développer son activité de prêts et avances aux entreprises. La BCEE a également pu améliorer la qualité de ses services dans ce secteur grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique.

Fidèle à sa politique d'amélioration continue de la qualité de service au client, la Banque a lancé un projet ambitieux de refonte de sa chaîne des crédits nationaux en vue d'accélérer et d'automatiser les processus d'octroi et de gestion du crédit.

Consolidation des activités de gestion d'avoirs et de private banking à un niveau élevé.

Les métiers fonds d'investissements et private banking ont connu un environnement plus défavorable encore qu'en 2001.

Toutefois, malgré la crise des marchés financiers, l'activité a encore progressé dans le domaine des fonds d'investissements où la BCEE assure à l'heure actuelle l'administration de 140 compartiments, soit 21 compartiments supplémentaires par rapport à 2001. Cette croissance de 17,6% est supérieure à celle enregistrée sur la place de Luxembourg. La qualité des services de la BCEE se trouve confirmée par ce gain de part de marché.

Au cours de l'exercice 2002, la Banque a lancé la nouvelle sicav LUX-PENSION permettant à ses clients de profiter de nouvelles opportunités ainsi que d'avantages fiscaux dans le domaine de la prévoyance vieillesse. De même, la BCEE a lancé un nouveau compartiment de la sicav LUX-GARANTIE.

Pour les activités de private banking, la BCEE a réussi à consolider ses positions en 2002 et a enregistré une progression du nombre de ses clients de près de 11%.

La Banque a lancé, au début de 2003, le nouveau concept des «centres private banking» à plusieurs endroits du pays, complétant ainsi l'offre de services spécialisés aux épargnants. Ces nouvelles structures comprennent un personnel hautement qualifié dans un cadre spécialement aménagé et équipé. De même, la Banque offrira un nouveau produit de type package sous l'appellation "Activ Invest".

Amélioration permanente du service au client

Le souci permanent de la BCEE d'améliorer la qualité de ses services lui permet de consolider sa prééminence sur le marché de la clientèle nationale des particuliers. L'institut ILRES vient de confirmer la forte popularité de la BCEE auprès de cette clientèle, ainsi la BCEE reste la première Banque de la Place avec une part de marché de 49% en tant que banque principale, loin devant tous ses concurrents.

En 2002, la BCEE a poursuivi avec succès le développement de la formule ZEBRA, le compte courant « all inclusive » lancé en 2001. A l'heure actuelle, ce nouveau concept compte plus de 20.000 adhérents.

En général, la BCEE a poursuivi en 2002 sa stratégie multicanaux consistant, d'une part, à renforcer et à moderniser le réseau traditionnel des agences et, d'autre part, à encourager l'utilisation des services électroniques. Dans cette optique, la BCEE a étendu S-net, ainsi que son PC-Banking ne transitant pas par INTERNET. Ces deux services comptent désormais plus de 40.000 utilisateurs, reflétant la position de leader de la BCEE sur le marché des services électroniques.

Par ailleurs, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 2002 à la formation. Ainsi, les formations reçues par les 1778 agents de la BCEE représentent plus de 28.800 heures. En particulier, un programme spécifique dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent a été mis en place.

La Banque a également continué à développer, au cours de l'exercice 2002, en commun avec La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, la vente de produits d'assurance.

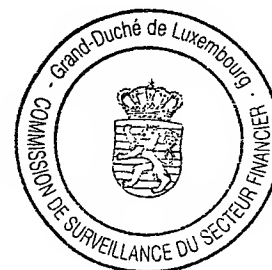
Renforcement des activités de marché

Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1, qui lui ont été, une nouvelle fois, confirmées par Standard & Poor's et Moody's, respectivement pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'actif, les créances sur les établissements de crédit ont augmenté de 508,7 millions d'euros (+4,3%), en passant de 11.818,8 millions d'euros, fin 2001, à 12.327,5 millions d'euros fin 2002. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ont progressé de 1,2% pour s'établir au 31 décembre 2002 à 9.438,5 millions d'euros, contre 9.329,9 millions d'euros un an plus tôt.

Il convient de relever également les efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire, en même temps, les risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit. Le volume global de ces opérations liées aux cours de marché progresse avec 45.751,6 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 41.952,7 millions d'euros un an plus tôt. Les swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 4.507,6 millions d'euros au 31 décembre 2002, régressent de 1,0%. Quant aux swaps d'intérêts, ils ont atteint un encours de 34.873,8 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 28.225,9 millions d'euros au 31 décembre 2001 (+23,6%).

La clientèle institutionnelle étrangère a également, en 2002, contribué largement au refinancement de la BCEE, notamment au travers de la participation dans nos programmes d'EMTN, d'ECP et d'USCP.





Bâle II et la politique de contrôle des risques

La Banque s'est préparée, en 2002, de façon active à l'introduction des nouvelles règles de Bâle II et à la réforme de la gestion des risques. Alors que l'ancien ratio de capital appliqué pour les risques de crédit était une pondération simple et forfaitaire, la nouvelle méthodologie dépendra directement de la qualité du débiteur mesurée par un rating interne ou externe. Par ailleurs, le Comité de direction de la Banque a étendu la compétence du service Risk Control en le chargeant dorénavant, à côté du contrôle des risques de marché, des risques opérationnels qui entreront dans le calcul du capital requis lors de la mise en application des règles de Bâle II. Enfin, la Banque, a créé en 2002, au sein du service Réseau d'agences une division de contrôle interne visant à réduire les risques opérationnels dans les agences.

La politique de contrôle des risques inhérents aux différents métiers occupe une fonction-clé dans la gestion de la Banque.

Les objectifs de la gestion des risques s'orientent selon les principes suivants:

1. Assurer la pérennité de l'établissement
2. Procéder à une analyse combinée des performances et des risques y associés
3. Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre leur facturation en fonction des différents risques identifiés.
4. Rééquilibrer les portefeuilles d'activités sur la base des résultats et des effets de diversification au sein de ces portefeuilles.

D'une manière générale, une gestion saine des risques repose sur les principes de la séparation des fonctions et de la responsabilisation de tous les acteurs de la Banque en matière de suivi des procédures relevant du domaine du contrôle interne.

Ainsi, à côté de la séparation stricte des tâches entre les acteurs dans le traitement des opérations, la responsabilité des systèmes de gestion des risques de marché et opérationnel incombe au service Risk Control. Dans le domaine du risque de crédit, ce même service assure la gestion a posteriori (suivi des encours et contrôle des limites), alors que la gestion a priori (analyse et proposition de limites) incombe aux services compétents dans les domaines interbancaire, corporate et retail.

L'importance accrue du suivi des risques est également soulignée par l'évolution de la réglementation prudentielle. Ainsi, la Banque sera notamment amenée à consentir des efforts importants pour assurer l'implémentation et le respect rigoureux des règles fixées en matière de techniques de mesure et de suivi des risques par les accords de Bâle II qui deviendront obligatoires à partir de l'exercice 2007.

Le présent chapitre est éclaté en 4 grandes catégories de risques: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du débiteur. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts

hypothécaires au logement pour environ 60% de l'encours, prêts au secteur public pour 11% de l'encours, prêts aux entreprises pour 15% de l'encours et autres prêts pour 14% de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de contrepartie est largement couvert par l'inscription hypothécaire et les déchets sont faibles. Le risque de contrepartie pour les prêts au secteur public est quasiment inexistant. En ce qui concerne les prêts aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie.

Au niveau des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management, du rating externe, etc...

En ce qui concerne les crédits internationaux, la priorité est accordée aux engagements classés 'Investment Grade' sur des pays de l'OCDE. Un système de notation interne, basé sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers, est appliqué aux dossiers corporate qui ne disposent pas de rating officiel. Les lignes-pays sont fixées suivant analyse en provenance d'un service indépendant de l'activité commerciale. Un système de limites rigoureuses par secteur d'activité et par groupe de débiteurs est également d'application.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur la base d'analyses financières actualisées et de propositions de limites par contrepartie. Ainsi, la salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison ('settlement limit' et 'daily settlement limit'). Ces limites sont sujettes à une révision annuelle. Un reporting journalier sur le respect des limites est rédigé par le service Risk Control à l'attention du Comité de direction de la Banque.

En ce qui concerne plus particulièrement les instruments dérivés, la Banque a largement recours à l'application des contrats-types 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association Inc.) qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe 'CSA' (Credit Support Annex) des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. L'utilisation des instruments dérivés se limite aux opérations réalisées à des fins de couverture.

Risque de marché

Les risques de marché proviennent des mouvements des taux d'intérêts, des cours de change, des prix ou de la volatilité des actions sur les marchés financiers. La Banque se doit de mesurer et de maîtriser ces risques et d'assurer un reporting régulier au Comité de direction.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue entre le risque de transformation, résultant de la différence de maturité entre les ressources et les réinvestissements, et les autres composantes du risque de marché, dont le risque de taux, le risque de change ou le risque sur actions.





Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (Asset Liability Management) dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Celui-ci assure d'un côté la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne, et, de l'autre, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du trading en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système front-office et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque.

Les outils de gestion des risques dépendent des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou Net Present Value) des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore Basis Point Value (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. Au 31.12.2002, cette sensibilité BPV globale de la Banque était de - 438.948 euros, ce qui correspond à une utilisation de la limite globale de la trésorerie et du trading de 50 %. Au cours de l'année, l'utilisation de cette limite a varié entre 35% et 100%.

Au cours de l'année 2002, la Banque a mis en place un système de "Value at Risk" (méthodologie de la simulation historique) pour assurer la gestion des risques de marché. Ce système a été installé et implémenté au premier semestre 2002 et la mise en production s'est effectuée progressivement au deuxième semestre.

Le système est utilisé journalièrement pour évaluer la "Value at Risk" sur l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (trading, trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période de 1 jour avec un seuil de confiance de 99%, les séries temporelles ont 365 jours.

Au cours des mois de novembre et décembre 2002, la Banque a commencé un audit externe du système dans le but de valider ses calculs. L'implémentation d'un système de limites "Value at Risk" et son intégration dans le système global de gestion des risques de marché sont prévues pour le premier trimestre 2003.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN, qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit 'intraday' et 'overnight' auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques, ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion des risques et de mieux pouvoir répondre aux futures exigences des nouveaux accords de Bâle, la Banque a décidé en 2002 de renforcer le service Risk Control et de lui confier la mise en place des structures nécessaires à une bonne gestion des risques opérationnels, tels la revue de l'organisation des lignes métier, des processus et des procédures ou encore la modernisation de l'actuelle base de données des incidents internes.

Cette mesure est accompagnée d'un nombre de projets qui s'intègrent dans le cadre des structures de la gestion du risque opérationnel.

Ainsi, dans le domaine des activités internationales de marché, la Banque est en train de se doter d'un nouveau système de gestion des activités back-office qui sera complètement interfacé avec le système front-office existant et qui permettra d'assurer un traitement optimal et transparent de toutes les opérations pouvant faire intervenir différents instruments du bilan et du hors bilan. L'implémentation de ce nouveau système se fera en étapes par type de produit, en commençant par le change et le marché monétaire et en poursuivant par les instruments dérivés et les titres. Le degré d'automatisation important et les nouvelles possibilités de contrôle que ce nouveau système permettra de mettre en oeuvre serviront à réduire considérablement le risque opérationnel.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à limiter le nombre d'incidents. Ainsi, des efforts importants ont été consacrés en 2002 au renforcement des procédures et de la formation en matière de blanchiment d'argent et à la mise en place d'une unité spécialisée dans le suivi du risque opérationnel dans les agences. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents relatifs à une défaillance humaine ou informatique et a établi des indicateurs de suivi de la fréquence, de l'importance, de la gravité ainsi que de la nature des incidents recensés. Ces indicateurs servent de détecteurs de faiblesses dans les systèmes de contrôle internes et sont à la base d'actions correctrices à implémenter pour endiguer la survenance d'un type d'incident déterminé.

Afin d'être en mesure d'assurer la continuité des opérations dans le domaine informatique, la BCEE s'est dotée d'un 'Disaster Recovery Plan' (DRP) et a élaboré par le passé des 'Business Continuity Plan' (BCP) ponctuels pour être préparée au mieux face à des situations d'exception tels que l'introduction de l'euro ou le passage à l'an 2000. La Banque vient de relancer le projet d'un BCP généralisé qui s'appuiera sur les expériences acquises.

Finalement, la Banque a souscrit un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent principalement les domaines suivants: fraude, responsabilité civile du personnel, cyber security, sinistres, trading non autorisé.



Légère régression de la profitabilité

Les résultats financiers de la Banque ont reculé en 2002 de façon limitée dans un contexte qui a été encore plus défavorable au secteur bancaire en général par rapport à l'année précédente. En effet, la poursuite de la dégradation des marchés boursiers a non seulement eu un impact négatif sur les activités de trading et d'investissement de la Banque, mais a aussi détourné la clientèle des valeurs mobilières.

Le produit net bancaire a enregistré une légère diminution de 0,5% par rapport au niveau de 2001. Les revenus sur intérêts, qui sont la principale composante du produit net bancaire, se sont maintenus en affichant même une légère progression de 1,1% par rapport à 2001. En revanche, les revenus nets sur commissions et valeurs mobilières ont été affectés par le repli sensible des marchés financiers, les clients ayant réalisé beaucoup moins de transactions dans le domaine du private banking et des fonds d'investissement. Les revenus liés aux dépôts titres ont baissé de façon proportionnelle aux indices boursiers.

Le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités "trading" de la Banque, a subi au premier chef la volatilité extrême des marchés boursiers. Cette rubrique inclut d'une part le résultat déficitaire de l'activité négoce de titres et, d'autre part, reflète le niveau substantiel des pertes réalisées sur ventes de positions en actions et des corrections de valeur constituées sur les positions résiduelles des portefeuilles actions de la Banque au 31 décembre 2002. En particulier, une correction de valeur substantielle sur la position de la Banque dans l'entreprise RTL Group s'est imposée pour compenser la baisse significative du cours de RTL Group depuis le début de l'année.

Le résultat d'exploitation prenant en compte les autres produits et charges d'exploitation de la BCEE a régressé de 2,3% par rapport à l'année dernière.

Grâce à une politique de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux à 5,3%. Les frais de personnel, qui représentent la principale composante des frais généraux, ont augmenté de 3,7% comparé à 6,1% en 2001. Cette évolution résulte en partie d'une réduction volontariste de postes de travail internes et externes. La productivité a pu être améliorée grâce à d'importants projets de reengineering et d'automatisation des processus au cours de l'année.

Conformément à sa politique de prudence, la Banque a constitué des provisions couvrant l'ensemble des risques auxquels elle s'est trouvée confrontée au cours de l'année.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2002, un bénéfice net de 64,1 millions d'euros, contre 70,1 millions d'euros en 2001 (soit une réduction de 6,0 millions d'euros ou de 8,6 %).

Grâce à ce bénéfice, la Banque a réussi à renforcer ses fonds propres dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2002: 14,59% ; Tier 1 : 9,32 %). Une étude visant à évaluer les impacts des normes IFRS (International Financial Reporting Standards) a mis en évidence le renforcement important du ratio de solvabilité de la Banque en cas d'application de ces normes ainsi que des règles de Bâle II à partir de 2007.

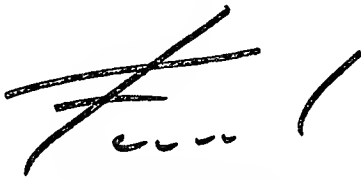


Perspectives pour l'an 2003

Bien que les perspectives économiques pour 2003 restent difficiles et que les incertitudes géopolitiques et boursières persistent, la BCEE est confiante de pouvoir poursuivre le développement de ses activités de banque universelle. La Banque a préparé en 2002 l'actualisation de son plan stratégique Spuerkeess 2005 avec l'ambition de relever les défis de la performance et de l'indépendance face à un nouvel environnement plus exigeant.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2002.

Luxembourg, le 3 mars 2003



Jean-Claude Finck
Directeur Général adjoint



Raymond Kirsch
Directeur Général



Deloitte & Touche SA
Assurance, Accounting
and Advisory Services, Tax Services,
Financial Advisory Services
3, Route d'Arlon
L-8009 Strassen
B.P. 1173
L-1011 Luxembourg

Tel: (+352) 451 451
Fax: (+352) 451 452 401
www.deloitte.lu

**Deloitte
& Touche**

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2002 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

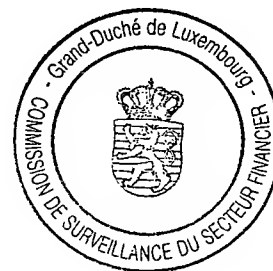
DELOITTE & TOUCHE
Réviseur d'entreprises



Benoît SCHAUS
Associé



Maurice LAM
Associé

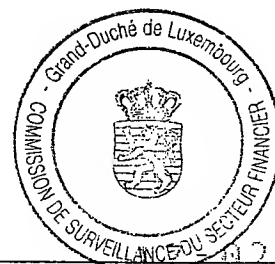


Le 3 mars 2003

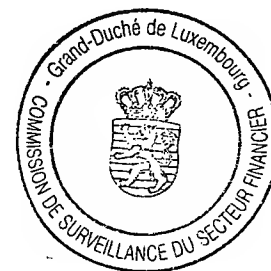
BILAN AU 31 DECEMBRE 2002 EN EUROS

ACTIF	Notes ^(*)	2001	(en euros) 2002
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	998.530.921	770.900.093
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.1., 5.11.	4.380.258.685	4.357.058.434
a. effets publics et valeurs assimilées		4.340.652.494	4.357.058.434
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale		39.606.190	-
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.13.	11.818.823.876	12.327.544.293
a. à vue		737.218.924	2.434.639.686
b. autres créances		11.081.604.952	9.892.904.607
Créances sur la clientèle	5.1., 5.13	7.730.043.804	7.841.565.960
Opérations de crédit-bail	5.1.	40.843.858	41.610.727
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.9,	9.051.139.087	9.251.651.622
a. des émetteurs publics	5.13.	99.232.361	111.923.976
b. d'autres émetteurs		8.951.906.726	9.139.727.646
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	272.808.383	186.818.762
Participations	5.4., 5.8., 5.9.	82.557.708	82.550.723
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.8., 5.9.	6.651.965	6.694.177
Actifs corporels	5.6., 5.9.	254.207.236	254.644.882
Autres actifs	5.7.	235.258.896	250.254.948
Comptes de régularisation	5.10.	773.266.053	645.281.594
TOTAL ACTIF	5.14.	35.644.390.472	36.016.576.215
HORS-BILAN			
Passifs éventuels	7.1.	592.587.940	487.720.450
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		422.405.112	308.308.286

(*) les notes renvoient à l'annexe



PASSIF	Notes (*)	2001	(en euros) 2002
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	7.366.713.587	7.625.491.721
a. à vue		1.376.499.302	1.431.920.639
b. à terme ou à préavis		5.990.214.285	6.193.571.082
Dettes envers la clientèle:	6.1.	14.538.785.475	14.543.034.613
a. dépôts d'épargne		3.258.826.186	3.499.115.084
b. autres dettes à vue		2.720.323.917	2.568.026.787
à terme ou à préavis		8.559.635.372	8.475.892.742
Dettes représentées par un titre:	6.1	10.757.448.592	10.806.472.391
a. bons et obligations en circulation		749.970.981	1.009.338.518
b. autres		10.007.477.611	9.797.133.873
Autres passifs	6.2.	399.271.364	384.253.994
Comptes de régularisation	6.3.	709.587.265	664.440.727
Provisions pour risques et charges:		158.051.106	172.236.730
a. provisions pour impôts		52.825.212	52.825.212
b. autres provisions		105.225.894	119.411.518
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	644.749.309	686.022.334
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	22.624.564	23.339.526
Fonds pour risques bancaires généraux		171.046.532	171.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves		632.441.423	702.577.294
Résultat de l'exercice	3.	70.145.788	64.134.886
TOTAL PASSIF	6.7.	35.644.390.472	36.016.576.215
HORS-BILAN			
Engagements	7.2.	2.607.091.414	2.681.227.639
Opérations fiduciaires		2.077.085.670	1.503.144.054

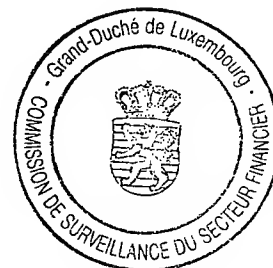


(*) les notes renvoient à l'annexe

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2002

	<u>Notes</u> (*)	2001	(en euros) 2002
Intérêts et produits assimilés		2.826.609.759	2.239.979.339
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		747.269.771	626.075.216
Intérêts et charges assimilées		-2.569.530.640	-1.980.073.568
Revenus de valeurs mobilières		36.527.713	34.444.382
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		2.417.506	2.955.059
- revenus de participations		16.063.320	23.373.266
- revenus de parts dans des entreprises liées		18.046.887	8.116.057
Commissions perçues		100.107.885	98.933.874
Commissions versées		-34.774.112	-42.956.417
Résultat provenant d'opérations financières		-45.863.108	-38.681.099
Autres produits d'exploitation	9.2.	17.821.346	10.744.382
Frais généraux administratifs:		-184.151.245	-193.873.728
- frais de personnel	10.1., 10.2.	-126.162.283	-130.783.897
dont: salaires et traitements		-99.892.540	-105.054.003
charges sociales		-22.796.589	-22.148.763
dont: charges sociales couvrant les pensions		-17.883.750	-16.404.449
- autres frais administratifs		-57.988.962	-63.089.831
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-34.081.275	-36.117.111
Autres charges d'exploitation	9.3.	-20.178.084	-18.876.444
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-41.907.206	-6.032.906
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		35.255.736	3.255.027
A REPORTER:		85.836.769	70.745.731

(*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> ^(*)	2001	(en euros) 2002
REPORT:		85.836.769	70.745.731
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-2.449.795	-714.961
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	9.4.	-9.494.485	-6.782.708
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		73.892.489	63.248.062
Produits exceptionnels	9.5.	316.494	1.141.945
Charges exceptionnelles	9.6.	-89.591	-
Résultat exceptionnel		226.903	1.141.945
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	9.4.	-3.973.604	-255.121
RESULTAT DE L'EXERCICE		70.145.788	64.134.886
AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)	3.		
BENEFICE DISPONIBLE			
Bénéfice reporté			
Bénéfice de l'exercice		70.145.788	64.134.886
TOTAL		70.145.788	64.134.886
AFFECTATION DU BENEFICE			
Transfert aux réserves		70.145.788	64.134.886
Solde à reporter à nouveau			
TOTAL		70.145.788	64.134.886

(*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2002**NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

NOTE 2**PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2002 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

2.1. ACTIFS IMMOBILISES**2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels
matériel informatique
matériel de transport
installations de sécurité
matériel de bureau



33,3%
25,0%
20,0%
12,5%
10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans les charges de l'exercice.

2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du "lower of cost or market" combinée au "Beibehaltungsprinzip" est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

2.2. ACTIFS CIRCULANTS

2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus. L'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) est amorti sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio se fait à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul

revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31 décembre 2002, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe de l'évaluation suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice suivant.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros.



Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.



Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

NOTE 3

AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 2002 de 64,13 millions d'euros (70,15 millions d'euros en 2001) est à affecter aux réserves.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune afin de bénéficier de l'exonération de cet impôt pour l'exercice 2002. Suivant les

dispositions de l'article 174bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

NOTE 4

ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Au 31 décembre 2002, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.

NOTE 5

RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF

5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF

a. Echancier des actifs financiers primaires

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2002 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2002
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	770,90	-	-	-	770,9
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	1.624,69	1.566,84	1.145,64	17,46	4.354,63
Créances sur les établissements de crédit	9.353,81	2.377,52	468,34	127,88	12.327,55
Créances sur la clientèle	1.830,08	453,00	1.282,39	4.276,10	7.841,57
Crédit-bail	1,58	2,35	26,23	11,45	41,61
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.067,13	1.805,23	4.832,50	1.412,51	9.117,37
	<u>14.648,19</u>	<u>6.204,94</u>	<u>7.755,10</u>	<u>5.845,4</u>	<u>34.453,63</u>





31.12.2001 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 12 ans	Total 2001
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	998,53	-	-	-	998,53
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	602,83	1.699,48	1.864,14	210,39	4.376,84
Créances sur les établissements de crédit	7.593,84	3.524,24	616,82	83,92	11.818,82
Créances sur la clientèle	1.708,48	376,26	1.573,85	4.071,45	7.730,04
Crédit-bail	1,42	1,85	24,85	12,72	40,84
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.087,96	2.328,68	4.029,79	1.541,12	8.987,55
	<u>11.993,06</u>	<u>7.930,51</u>	<u>8.109,45</u>	<u>5.919,60</u>	<u>33.952,62</u>

b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

en millions d'euros	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	2001	2002	2001	2002
Créances sur la clientèle	317,57	107,75	6,79	7,42
Crédit-bail	0,10	0,02	-	-
Obligations et autres valeurs à revenu fixe	5,04	-	-	-

c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Organe d'administration	0,70	0,54
Organe de direction (5 directeurs)	0,48	0,57
Total	1,18	1,11

d. Crédit bail

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,01	0,40
Opérations avec la clientèle	40,83	41,21
Total	40,84	41,61

17-02-2011



e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique

31.12.2002 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	12.038,28	7.572,72	41,61	6.822,45	181,98	26.657,04
Europe de l'Est	27,60	34,94	-	15,07	-	77,61
Amérique du Nord	97,81	113,7	-	829,53	4,10	1.045,14
Amérique latine	0,39	18,41	-	5,09	-	23,89
Asie	34,58	12,86	-	69,44	0,04	116,92
Supranationaux	14,29	-	-	218,89	-	233,18
Autres	114,59	88,94	-	1.291,18	0,7	1.495,41
Total	12.327,54	7.841,57	41,61	9.251,65	186,82	29.649,19

31.12.2001 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	11.541,04	7.308,42	40,84	6.170,40	259,61	25.320,31
Europe de l'Est	23,23	41,09	-	27,48	-	91,8
Amérique du Nord	157,69	210,33	-	949,83	3,37	1.321,22
Amérique latine	23,62	40,85	-	32,59	0,04	97,10
Asie	2,83	5,23	-	47,47	-	55,53
Supranationaux	16,95	-	-	268,10	-	285,05
Autres	53,46	124,12	-	1.555,27	9,79	1.742,64
Total	11.818,82	7.730,04	40,84	9.051,14	272,81	28.913,65

5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 3.006,63 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 3.480,23 millions d'euros au 31 décembre 2001.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	5.754,45	6.243,83
Valeurs non admises à une cote officielle	3.296,69	3.007,82
Total	9.051,14	9.251,65



c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	6.051,10	6.114,75
Titres du portefeuille de placement	2.936,45	3.002,62
Titres du portefeuille de négociation	63,59	134,28
Total	9.051,14	9.251,65

d. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 134,41 millions d'euros au 31 décembre 2002 contre 64,77 millions d'euros au 31 décembre 2001.

5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	138,05	112,44
Valeurs non admises à une cote officielle	134,76	74,38
Total	272,81	186,82

b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	229,82	143,75
Titres du portefeuille de négociation	42,99	43,07
Total	272,81	186,82

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 43,07 millions d'euros au 31 décembre 2002 contre 43,44 millions d'euros au 31 décembre 2001.

d. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 0,79 millions d'euros au 31 décembre 2002 (0,11 millions d'euros au 31 décembre 2001).



5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	32,97	33,14
Valeurs non admises à une cote officielle	49,59	49,41
Total	82,56	82,55

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 0,08 millions d'euros au 31 décembre 2002 et 2001.

5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	6,65	6,69
Total	6,65	6,69

b. Aux 31 décembre 2001 et 2002, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

5.6. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 196,44 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 195,07 millions d'euros au 31 décembre 2001.

5.7. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	84,28	100,29
Investissement du fonds de pension	139,41	142,70
Métaux précieux	0,60	0,21
Autres	10,97	7,05
Total	235,26	250,25



5.8. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.01	LUF	11,62	5,80
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.01	LUF	162,39	370,64
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.01	LUF	100,00	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	92,53	31.12.01	EUR	0,08	3,11
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	89,90	30.09.02	EUR	0,08	0,02
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	85,83	30.09.02	EUR	0,08	2,04
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	85,00	31.12.01	EUR	0,08	0,67
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	77,07	30.09.02	EUR	0,08	0,69
Lux-Small & Mids Caps Advisory, Luxembourg	88,88	31.03.02	EUR	0,08	-
Lux Index Advisory	86,63	31.03.02	USD	0,09	0,29
Lux-Pension Advisory	75,00	**	EUR	0,08	-
ATAG Asset Management Luxembourg	45,00	31.12.01	EUR	2,14	0,80
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.01	EUR	42,12	4,35
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.01	EUR	55,65	39,03
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	27,00	31.12.01	EUR	1,44	0,24
Com 2i S.A., Luxembourg	30,00	31.12.01	EUR	0,11	0,15
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	28,25	31.12.01	EUR	5,18	0,13
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,29	31.12.01	EUR	0,40	0,32
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	24,08	31.12.01	EUR	1,03	0,34
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,70	31.12.01	EUR	25,17	3,53
European Fund Administration S.A., Luxembourg	21,50	31.12.01	EUR	4,74	0,93
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.01	EUR	5,35	0,91

(*) Données extraites des derniers comptes disponibles

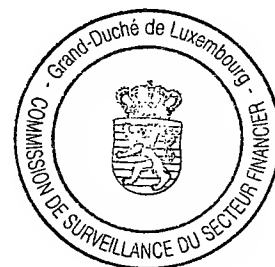
(**) pas encore de bilan disponible

5.9. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2002 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

Montants en
millions
d'euros

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	87,17	1,73	-2,41	-0,04	86,45			
Parts des entreprises liées	6,73	0,05	-	-	6,78			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	6.110,74	3.136,54	-2.711,70	-363,27	6.172,31			
Total des Immobilisations financières	6.204,64	3.138,32	-2.714,11	-363,31	6.265,54	-61,54		6.204,00
Actifs corporels								
Terrains et constructions	257,36	6,29	-0,65	-	263,00	-66,56	-	196,44
Installations techniques	134,63	29,67	-25,18	-	139,12	-107,68	25,18	56,62
Autres installations, outillage et mobilier	4,62	0,90	-0,43	-	5,09	-3,51	-	1,58
Total des Actifs corporels	396,61	36,86	-26,26	-	407,21	-177,75	25,18	254,64
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	6.601,25	3.175,18	-2.740,37	-363,31	6.672,75	-214,11		6.458,64



5.10. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 8,60 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 7,26 millions d'euros au 31 décembre 2001.

En ce qui concerne valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2002 se chiffre à 37,63 millions d'euros, contre 44,93 millions d'euros au 31 décembre 2001.

5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Effets publics	122,30	544,92

5.12. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2002, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent un montant de 3.108,43 millions d'euros contre 2.925,60 au 31 décembre 2001.

5.13. ACTIFS SUBORDONNES

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante

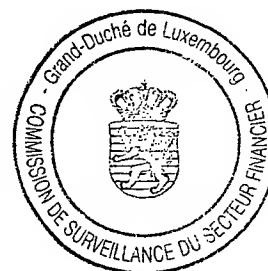
	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	11,75	11,75
Créances sur la clientèle	83,44	56,49
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	166,33	143,59
Total	261,52	211,83

Au 31 décembre 2002, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

5.14. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant de 11.434,10 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 11.922,30 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2002 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	7.075,80	402,91	32,15	114,63	7.625,49
Dettes envers la clientèle	13.595,77	801,31	100,29	45,66	14.543,03
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>7.528,63</i>	<i>801,31</i>	<i>100,29</i>	<i>45,66</i>	<i>8.475,89</i>
Dettes représentées par un titre	5.544,15	1.767,54	1.411,76	2.083,02	10.806,47
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>4.588,69</i>	<i>1.713,66</i>	<i>1.411,76</i>	<i>2.083,02</i>	<i>9.797,13</i>
Passifs subordonnés	-	24,79	215,67	445,56	686,02
	<u>26.215,72</u>	<u>2.996,55</u>	<u>1.759,87</u>	<u>2.688,87</u>	<u>33.661,01</u>
31.12.2001 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	6.586,17	633,66	80,01	66,88	7.366,71
Dettes envers la clientèle	13.706,90	714,11	60,76	57,02	14.538,79
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>7.727,70</i>	<i>714,11</i>	<i>60,76</i>	<i>57,02</i>	<i>8.559,59</i>
Dettes représentées par un titre	6.151,46	1.689,86	1.228,97	1.687,16	10.757,45
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>5.455,27</i>	<i>1.689,86</i>	<i>1.175,19</i>	<i>1.687,16</i>	<i>10.007,48</i>
Passifs subordonnés	-	-	190,88	453,87	644,75
	<u>26.444,53</u>	<u>3.037,63</u>	<u>1.560,61</u>	<u>2.264,93</u>	<u>33.307,70</u>

b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

en millions d'euros	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	2001	2002	2001	2002
Dettes sur les établissements de crédit	0,36	-	-	-
Dettes sur la clientèle	423,98	140,85	61,31	46,00

c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne

Les dépôts d'épargne, représentant 3.499,12 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 3.258,83 millions d'euros au 31 décembre 2001, sont classés intégralement "à vue".

d. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 1.009,34 millions d'euros au 31 décembre 2002 contre 696,19 millions d'euros au 31 décembre 2001.



6.2. AUTRES PASSIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	242,74	224,45
Créanciers privilégiés ou garantis	8,69	8,84
Créanciers divers	0,72	0,44
Fonds de pension en faveur du personnel	139,41	142,70
Autres	7,71	7,82
Total	399,27	384,25

6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

Au 31 décembre 2002 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 17,40 millions d'euros (19,22 millions d'euros au 31 décembre 2001) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 3,87 millions d'euros (6,92 millions d'euros au 31 décembre 2001) pour le portefeuille de placement.

6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2002 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions d'euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1993-2003	EUR	24,79	7,010%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	EUR	29,75	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	EUR	37,18	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	EUR	49,58	7,010%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	EUR	49,58	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	EUR	49,58	6,010%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	95,60	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49,58	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	15,38	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2002-2012	EUR	4,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2012	EUR	5,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2022	EUR	50,00	Fl. Rate	19.11.2022
Total		686,02		

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2002, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 596,28 millions d'euros, contre 593,19 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 31,78 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 35,89 millions d'euros au 31 décembre 2001 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 2002, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 23,34 millions d'euros, contre 22,62 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles et amorties linéairement au taux de 2% par année.

6.6. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à 173,53 millions d'euros. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 12.561,57 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 13.619,54 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

NOTE 7

RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

7.1 PASSIFS EVENTUELS

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	194,22	131,60
Crédits documentaires	228,19	176,71
Contre-garanties	169,70	177,82
Autres	0,48	1,59
Total	592,59	487,72

Aux 31 décembre 2002 et 2001, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.





7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Ventes à terme d'actifs	1,02	1,02
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	0,01	0,01
Crédits confirmés, non utilisés	2.437,21	2.361,58
Règlement d'opérations au comptant	146,93	296,43
Autres	21,92	22,19
Total	2.607,09	2.681,23

Au 31 décembre 2002, les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 0,26 millions d'euros, contre 0,73 millions d'euros au 31 décembre 2001.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,14 millions d'euros au 31 décembre 2002, contre 0,13 millions d'euros au 31 décembre 2001.

7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN

a. Analyse par échéance

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2002 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2002
<u>Opérations liées aux taux de change</u>					
<u>Contrats 'over the counter' (OTC):</u>					
Forex swaps *	3.076,49	1.412,47	11,97	6,64	4.507,57
Change à terme *	1,31	0,06	-	-	1,37
Cross-currency interest rate swaps *	13,21	146,61	495,88	85,94	741,64
Options **	1.059,00	-	-	-	1.059,00
Autres	727,82	-	-	-	727,82
Total des opérations liées aux taux de change	4.877,83	1.559,14	507,85	92,58	7.037,40
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>					
<u>Contrats 'over the counter' (OTC):</u>					
Interest rate swaps	13.505,32	11.485,15	7.277,36	2.606,01	34.873,84
Options **	2.676,76	-	-	-	2.676,76
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	16.182,08	11.485,15	7.277,36	2.606,01	37.550,60



31.12.2002 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Opérations liées à d'autres cours du marché					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Options **	1.163,59	-	-	-	1.163,59
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.163,59	-	-	-	1.163,59

31.12.2001 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2001
Opérations liées aux taux de change					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Forex swaps *	2.768,49	1.777,48	-	7,28	4.553,25
Change à terme *	7,19	3,21	-	-	10,40
Cross-currency interest rate swaps *	91,72	166,96	384,65	160,72	804,05
Options **	1.019,01	-	-	-	1.019,01
Autres	1.563,76	-	-	-	1.563,76
Total des opérations liées aux taux de change	5.450,17	1.947,65	384,65	168,00	7.950,47

Opérations liées aux taux d'intérêts**Contrats 'over the counter' (OTC):**

Interest rate swaps	11.053,42	9.266,11	5.412,44	2.493,98	28.225,95
Forward rate agreements	2.079,13	-	-	-	2.079,13
Options **	2.026,79	-	-	-	2.026,79
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	15.159,34	9.266,11	5.412,44	2.493,98	32.331,87

Opérations liées à d'autres cours du marché**Marché réglementé**

Futures	63,83	-	-	-	63,83
---------	-------	---	---	---	-------

Contrats 'over the counter' (OTC):

Options **	1.340,65	-	-	-	1.340,65
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.404,48	-	-	-	1.404,48

* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 8.2.1)

** Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 8.2.1)

Les opérations sus-mentionnées sont traitées exclusivement dans un but de couverture.

Dans ce cadre les opérations les plus courantes dans lesquelles interviennent les instruments dérivés sont :

- le refinancement des actifs et passifs en devises par des swaps de change;

7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRÉSENTATION FOURNIS A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

Deloitte & Touche 3, Route d'Arion
L-8009 Strassen

Pour accord,
18/03/03

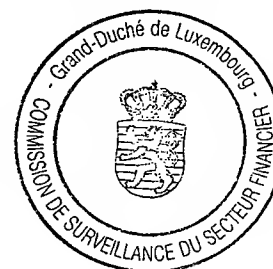


- la gestion du risque sur taux d'intérêt par l'utilisation d'IRS (Interest Rate Swaps) dans le cadre des émissions du programme EMTN, des actifs du portefeuille-titres et du portefeuille des crédits internationaux, ainsi qu'au niveau des activités de trésorerie;
- la couverture d'options de rachat anticipatif émises par la Banque, dans le cadre de son programme EMTN, par l'achat d'options sur IRS (swaptions) permettant à la Banque de clôturer anticipativement l'IRS de couverture d'une émission EMTN en cas de remboursement de celle-ci avant échéance.

Au 31 décembre 2002, il n'y a pas d'instruments dérivés négociés sur le marché organisé, alors qu'au 31 décembre 2001, les seuls instruments dérivés négociés sur le marché organisé étaient les futures pour une valeur notionnelle de 63,83 millions d'euros.

NOTE 8

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RISQUE DE CREDIT



8.1. Analyse du risque de crédit des éléments bilantaires

Actifs à risque 31.12.2002 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	5.560,90	3,63	5.557,26	-	5.557,26
Etablissements de crédit	18.365,07	82,67	18.282,40	1.314,13	16.968,27
Etablissements financiers	1.607,22	75,88	1.531,34	1.073,60	457,74
Clientèle	9.668,06	234,66	9.433,41	4.209,82	5.223,59
Total	35.201,25	396,84	34.804,41	6.597,55	28.206,86

Actifs à risque 31.12.2001 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	5.815,72	4,47	5.811,24	-	5.811,24
Etablissements de crédit	17.684,45	80,22	17.604,23	1.192,75	16.411,48
Etablissements financiers	1.521,05	87,43	1.433,63	713,15	720,48
Clientèle	9.683,70	226,41	9.457,29	3.916,02	5.541,27
Total	34.704,92	398,53	34.306,39	5.821,92	28.484,47

* Le montant à risque des instruments financiers de l'actif du bilan correspond au coût d'acquisition de ceux-ci.

Les éléments d'actif à risque intègrent des immobilisations financières résultant des titrisations de créances à hauteur de 30,40 millions d'euros au 31.12.2002, contre 33,90 millions d'euros au 31.12.2001.

L'analyse et l'évaluation des risques sur clients débiteurs ainsi que des risques-pays se font sur base des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs et de la situation financière propre de chaque débiteur. Tous les risques identifiés à la clôture ont été couverts adéquatement par le biais de corrections de valeur.

Les garanties réelles se décomposent de la façon suivante :

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Hypothèques (prêts au logement)	3.667,14	3.913,46
Opérations de mise en pension	1.849,45	2.347,94
Autres *	305,33	336,14
Total	5.821,92	6.597,54

* Les autres garanties sont constituées par des dépôts de titres ou des dépôts en espèces.

S'ajoutent à ces garanties réelles des garanties personnelles couvrant les risques sur éléments d'actif à concurrence de 6.497,09 millions d'euros au 31.12.2002 contre 6.781,55 millions d'euros au 31.12.2001.

8.2. Analyse des instruments dérivés

Instruments dérivés répartis en fonction des contreparties	Montant à risque net 31.12.2002 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	26,77
Clientèle	16,91
Total	43,68



Les données comparatives relatives à l'exercice se clôturant au 31.12.2001 ne sont pas fournies.

Le montant à risque net des instruments dérivés (hors-bilan) repris dans le présent rapport équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

8.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT POUR LES INSTRUMENTS DERIVES TRAITES HORS MARCHÉ ORGANISÉ EN FONCTION DES TYPES DE CONTRATS DE COMPENSATION

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, les fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management.



a. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2002 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs
AAA - AA ⁺	16.296,55	23,21	117,24
A ⁺ - A ⁻	793,84	0,07	15,77
BBB ⁺ - BB ⁺	177,34	0	6,14
Total	17.267,73	23,28	139,15

Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivates Association) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

b. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA

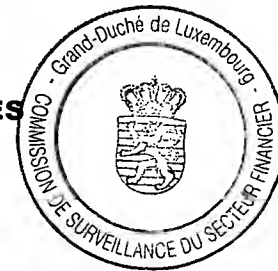
Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2002 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁺	24.117,78	1,24	-	1,24	174,56
A ⁺ - A ⁻	2.491,54	2,25	-	2,25	42,86
Total	26.609,32	3,49	-	3,49	217,42

La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.

c. Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2002 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
Unrated	1.145,71	16,91	36,84

* Les passifs financiers ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés (coût de remplacement négatif). Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.

NOTE 9**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****9.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

9.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Reprise de la provision de passage à l'euro	2,23	2,23
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,53	2,29
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la		
Caisse d'Assurances de la Banque	0,98	0,89
Décompte de TVA	5,02	1,66
Bénéfice sur vente de participations	-	0,04
Autres	7,06	3,63
Total	17,82	10,74

9.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	12,23	12,61
Autres	7,95	6,27
Total	20,18	18,88

9.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES

A partir de l'exercice 1998 et jusqu'à l'exercice 2001, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune, dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. A compter de l'exercice 2002, la charge d'impôt sur la fortune a été directement réduite en conséquence.

Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

9.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Au 31 décembre 2002, la Banque a réalisé des produits exceptionnels à hauteur de 1,14 millions d'euros lors de la vente d'immeubles, contre 0,32 millions d'euros au 31 décembre 2001.

9.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

Au 31 décembre 2002, la Banque n'accuse pas de charges exceptionnelles contre 0,09 millions d'euros au 31 décembre 2001.

**NOTE 10****AUTRES RENSEIGNEMENTS****10.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2002 s'établit comme suit:

	31.12.2001	31.12.2002
Direction	4	5
Employés	1.770	1.775
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	151	165
Total	1.774	1.780

10.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2002 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,05	0,07
Organe de direction	(5 directeurs)	0,66	0,68
Total		0,71	0,75

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2002 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.2001	31.12.2002 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,37	0,40
Total		0,37	0,40



ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Armand BERCHEM	Administrateur-Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel, Kehlen
	M. Patrick GILLEN	Directeur du contrôle financier au Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES	Représentant du Personnel, Luxembourg
	M. Marc ORIGER	Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg
	M. Gaston REINESCH	Administrateur Général au Ministère des Finances, Schiffflange
	M. Georges SCHMIT	Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Raymond KIRSCH

Directeur Général, Steinsel

MEMBRES

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général adjoint, Foetz

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Michel BIREL

Directeur, Moutfort

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

REVISEUR EXTERNE

DELOITTE & TOUCHE

Réviseur d'entreprises

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 5 mars 2003

Luxembourg, le 5 mars 2003

Pour le Conseil d'administration

Victor ROD
Président



CHIFFRES CLES EN EUROS

	2000	2001	2002 en milliers d'euros	Variation en % 2002/2001
SOMME DU BILAN	32.517.549	35.644.390	36.016.576	+1,0%
Dettes envers les établissements de crédit	6.232.253	7.366.714	7.625.492	+3,5%
Dettes envers la clientèle	13.318.661	14.538.785	14.543.035	+0,0%
Dettes représentées par un titre	10.020.164	10.757.449	10.806.472	+0,5%
Créances sur les établissements de crédit	11.315.854	11.818.824	12.327.544	+4,3%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	4.158.482	4.380.259	4.357.058	-0,5%
Créances sur la clientèle	7.190.079	7.730.044	7.841.566	+1,4%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	8.011.876	9.051.139	9.251.652	+2,2%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	977.013	1.047.159	1.111.284	+6,1%
PRODUIT NET BANCAIRE (2)	356.641	313.077	311.647	-0,5%
Frais généraux administratifs	172.548	184.151	193.874	+5,3%
BENEFICE NET	77.470	70.146	64.135	-8,6%
CASH-FLOW (3)	173.272	130.111	109.910	-15,5%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	13,17%	13,66%	14,59%	-
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)	8,25%	8,55%	9,32%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.772	1.774	1.779,5	+0,3%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.620,5	1.614	1.618,5	+0,3%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.
 (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.
 (3) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.

28 AVR. 2003

Enregistré à Luxembourg - Sociétés, le

Référence: LSO / 565

Reçu (€):

Droit d'enregistrement

: 12 €

Droit de timbre

: 84 €

Prov. forfaitaire Mémorial

: 56 €

Total

: 152 €

Le Receveur,

Registre de Commerce et des Sociétés

B30775

No : L030018856.1

Déposé le : 30/04/2003

Code SCL : 000



Non repris

N/A